



C.I.A.L.

CENTRE D'INFORMATION SUR L'AMERIQUE LATINE
U.E.R. D'ECONOMIE POLITIQUE



AGENCE LATINO-AMERICAINE D'INFORMATION
1224 STE CATHERINE O 403 TEL (514) 861 0756
MONTREAL, QUEBEC H3G 1P2 CANADA

BI-MENSUEL

Prix au Numéro 5 FF.

Bul. N° 7

16 avril 1979

ANNEE 1



Interview du Porte-Parole en France du regroupement des Forces Démocratiques Haïtiennes, Serge Gilles

Les récentes élections législatives qui se sont tenues à Haïti et qui ont été dénoncées par l'opposition comme étant une « farce politique », sont un signe du prudent processus de « changement » par lequel passe le régime de Jean Claude Duvalier. Quoique la consultation électorale ait eu lieu sous la loi martiale en vigueur depuis 1957 et que la loi antidémocratique du 28 avril 1969 demeure en application, il ne faut pas en sous-estimer l'importance dans la mesure où elle révèle la situation nouvelle qui règne dans le pays.

Dans l'interview de Gérard PIERRE CHARLES (1), nous avons entamé un dialogue destiné à permettre de comprendre d'une manière correcte le sens de ces changements. Aujourd'hui, ALAI dialogue avec Serge GILLES, porte-parole en France du Regroupement des Forces Démocratiques Haïtiennes (RFDH), qui apporte des éléments nouveaux pour cerner cette réalité.

— **Tout d'abord nous voudrions savoir ce que représente le Regroupement des Forces Démocratiques Haïtiennes, ses objectifs et l'impact qu'il a dans le pays.**

— Le Regroupement des Forces Démocratiques comme son nom l'indique a pour objectif de regrouper toutes les forces anti-duvaliéristes conséquentes. Par là, je veux dire les catégories sociales, les forces sociales qui comprennent tous les secteurs qui combattent non seulement le duvaliérisme ainsi que ceux qui le soutiennent, mais aussi ce que certains appellent maintenant le « jeanclaudisme ». Le problème est celui des moyens à employer pour réunir ces forces et pour avoir la preuve qu'il s'agit effectivement de forces anti-duvaliéristes ; nous avons donc formulé quelques revendications. Nous avons pour objectif précis d'isoler d'abord le gouvernement pour enfin mettre fin à la dictature sanguinaire des Duvalier. Nous avons des revendications en onze points parmi lesquels, comme je l'ai déjà dit, figure en tout premier lieu la fin de la dictature. Dans la conjoncture actuelle une dictature à vie est insupportable pour le peuple haïtien : depuis plus de 20 ans en Haïti, il n'y a ni liberté d'association, ni liberté

d'expression et notre seconde revendication est que ces libertés deviennent effectives. En troisième lieu, nous voulons que des élections générales aient lieu en Haïti afin que le peuple haïtien puisse décider ce qu'il veut. Je voudrais préciser ce que nous entendons par élections générales car c'est quelque chose qui n'est pas assez clair pour certains hommes politiques haïtiens. Lorsque nous parlons d'élections générales nous entendons élections au niveau de la commune, au niveau des arrondissements et aussi des élections pour la présidence de la République.

Quatrième point, nous voulons aussi que soit promulguée une loi qui établisse les conditions dans lesquelles se dérouleront ces élections. L'histoire de notre pays nous apprend que jamais une loi électorale digne de ce nom n'a été élaborée bien qu'il y ait eu des élections dans le passé.

Cinquième point : nous pensons supprimer tous les corps de répression ; nous voulons dire les tontons macoutes et les Léopards et en finir avec la vente aux enchères de notre pays aux étrangers. Voici donc les revendications fondamentales que nous avons formulées. Les autres points se rattachent à ce dont j'ai déjà parlé. Nous voulons instaurer la démocratie en Haïti ; l'édifier sur la base de l'unité de tous les secteurs démocratiques et avec l'appui de toutes les organisations conséquentes vis-à-vis du duvaliérisme. Pour nous le soutien que pourraient nous prêter des organismes ou des Etats est lié au respect que ces organismes ou Etats témoignent pour nos objectifs, nos revendications et notre programme : nous déterminerons nous-mêmes les formes et les modalités du soutien.

Le Regroupement des Forces Démocratiques Haïtiennes est constitué par plusieurs organismes à l'extérieur. Ils se trouvent aux Etats-Unis, au Canada, en Europe, au Mexique. Il existe des relations entre les organisations situées à l'intérieur d'Haïti et celles situées à l'extérieur ; nous avons des rapports assez étroits avec divers secteurs qui luttent dans le pays, ces relations se sont renforcées et développées ces derniers temps.

40 p 9801

— Comment décririez-vous les faits les plus significatifs qui se sont produits au cours du mouvement de masses ces derniers jours ?

— Ces deux dernières années nous avons constaté que les masses ont commencé à manifester publiquement leur mécontentement contre le duvaliérisme ; il y a eu des arrêts de travail, des manifestations, des grèves et la publication de certains articles franchement anti-duvaliéristes dans des revues que nous pouvons considérer comme indépendantes. Après plus de vingt ans de dictature féroce, tout cela est pour nous très important. En 1977, par exemple, les paysans ont manifesté deux fois devant le Palais national ; nous avons relevé trois grèves de la classe ouvrière, l'une d'elles dans la firme nord-américaine HASCO, l'une des entreprises les plus importantes du pays pour la production de sucre ; une autre grève a eu lieu dans l'usine Le Ciment d'Haïti, elle aussi la plus importante dans son secteur quoique cette entreprise n'ait d'haïtien que le nom, car son directeur général et les cadres supérieurs sont des citoyens français ; une autre grève importante a été celle de la Reynolds. Chez les étudiants aussi il y a eu mobilisation, comme par exemple, le mouvement des étudiants de l'École Nationale d'Agriculture ou le mouvement de protestation des étudiants de médecine contre le directeur de cette faculté ; les chauffeurs de taxi eux aussi ont fait grève. Dans les journaux de plus en plus d'articles ont été publiés qui exigent du gouvernement la démocratie et réclament que l'on cesse de livrer le pays aux compagnies étrangères. Voilà pourquoi nous tenons à signaler que les différentes catégories sociales se sont d'une façon ou d'une autre manifestées contre le régime. Jean Claude Duvalier s'est rendu compte que le duvaliérisme est très impopulaire. A partir de ce moment, Jean Claude Duvalier et ceux qui le soutiennent ont pris quelques initiatives : ils ne parlent plus de duvaliérisme mais de jeanclaudisme comme s'il y avait une différence de nature entre le gouvernement de Duvalier François et celui de Duvalier Jean Claude ; ils essaient de présenter Jean Claude Duvalier comme le président de la jeunesse. Mais le peuple ne se laisse pas tromper. Il sait que Jean Claude Duvalier n'a pas éliminé les tontons macoutes et qu'il a, en plus, créé son propre corps de répression : les Léopards qui sont aussi dangereux ou même plus dangereux que les tontons macoutes car ils ont subi un meilleur entraînement : entraînement donné par des spécialistes étrangers.

Sur le terrain politico-philosophique, le régime a essayé de remplacer le duvaliérisme décrié par le jeanclaudisme et, dans cette intention, des initiatives ont été prises sur le plan de l'organisation. Dans ce domaine il existait un certain vide car le duvaliérisme n'était pas organisé ; il y avait d'une part, la personnalité du chef et le peuple d'autre part. Jean Claude Duvalier a tenté vainement de remplir ce vide en créant le Comité National d'Action Jeanclaudiste (CONAJEC). De plus des comités régionaux sont maintenant créés pour développer ces initiatives en vue d'encadrer la paysannerie. Ce n'est pas tout ; Jean Claude Du-

valier envoie des délégations dans tout le pays afin d'enseigner ce qu'il croit être une « nouvelle philosophie ».

— Quelles sont les interprétations proprement politiques de ces initiatives ?

— Nous avons constaté qu'à partir de 1977, les mesures prises par le gouvernement Jean Claude pour contenir les initiatives populaires de mobilisation ne lui ont pas donné satisfaction. Au contraire, récemment les grèves ont recommencé de même que d'autres manifestations contre le jeanclaudisme. Les mêmes catégories sociales qui s'étaient exprimées contre le régime en 1977 recommencèrent en 1978 et cette fois avec plus de force et de détermination. Les paysans défilèrent à nouveau devant le Palais national et, à la HASCO, il y eut une nouvelle grève. A travers ces mouvements les travailleurs ont voulu cette fois, se débarrasser des dirigeants compromis avec le gouvernement et ils élurent leurs propres responsables syndicaux tout en exigeant une augmentation de salaires de 80%. En 1977, les travailleurs s'étaient cachés derrière les photos de Jean Claude Duvalier pour manifester publiquement. Mais en 1978, ils ont simplement arboré le drapeau national. Nous pouvons dire qu'il s'est produit là un changement significatif. La peur a changé de camp. Le peuple veut se battre à visage ouvert. Il faut savoir que les initiatives du gouvernement sont dues pour une part très importante aux actions menées par l'opposition dans le pays, actions menées en liaison intime avec celles de l'opposition à l'extérieur. Certains pensent que pour examiner les initiatives du gouvernement haïtien il faut tenir compte de la conjoncture internationale. Nous, nous pensons qu'il existe effectivement des relations, mais que l'aspect principal de la question ne se trouve pas là. Certes, parfois nous parlons de ce qui concerne la réalité haïtienne, de conjoncture internationale favorable créée par la politique des Droits de l'Homme de Carter. Nous savons que le régime haïtien affublé de la présidence à vie constitue un partenaire un peu gênant et encombrant pour le Département d'Etat et Carter.

Cependant, qu'il soit clair que, si d'une part, les masses populaires ne s'étaient pas prononcées concrètement contre le duvaliérisme ou contre le jeanclaudisme et d'autre part, s'il n'existait pas une opposition déterminée, le gouvernement haïtien se serait pas en train maintenant, de se débattre comme un diable dans un bûcher à la recherche d'une issue politique dans le cadre du duvaliérisme, issue qui, certainement, rencontrera l'opposition des masses populaires. Si les masses continuent à s'organiser et à exprimer leur opposition, le duvaliérisme ne trouvera aucune porte de sortie avec le jeanclaudisme. Mais si les masses populaires et l'opposition conséquente ne continuent pas à développer leurs actions, le duvaliérisme peut effectivement trouver dans le jeanclaudisme une issue provisoire.

— Croyez-vous possible que peut se présenter une alternative bourgeoise viable aujourd'hui en Haïti ?

— Il est très difficile de parler aujourd'hui en Haïti

d'une alternative bourgeoise dans le sens classique. Nous constatons pendant ces deux dernières années que la bourgeoisie traditionnelle qui n'était pas en bons termes avec François Duvalier se porte relativement bien avec Jean Claude Duvalier, beaucoup mieux je dirais. Nous constatons aussi qu'une partie de la petite bourgeoisie se laisse prendre par la propagande duvalériste, mais il s'agit, nous devons être clairs là-dessus, d'une partie minime de cette petite bourgeoisie réactionnaire. Il y va de sa nature instable. D'un côté, nous relevons aussi des formes d'expression et de manifestation de certaines catégories sociales qui n'existaient pas dans le passé. C'est pour cette raison qu'au début de cette réponse nous avons parlé de la difficulté d'envisager une alternative bourgeoise classique au jeanclaudisme ; c'est une question qui nous préoccupe et que nous examinons sérieusement, en étudiant les nouveaux contours de la lutte de classes et de la lutte politique de nos jours en Haïti.

Pour le moment, comme je l'ai dit, une bonne partie de l'opposition se mobilise contre la présidence à vie et pour la fin de la dictature duvalériste. Il faut ajouter que des propositions sont faites en vue de coordonner les activités de l'ensemble de l'opposition anti-duvalériste. C'est possible d'après nous, à partir d'objectifs clairement définis et d'idées simples comme : fin à la présidence à vie et organisation d'élections générales. A ce moment-là on pourra parler d'alternative. Mais les organisations devront se prononcer là-dessus.

— On peut dire que les conséquences dramatiques pour Haïti de la survie du régime duvalériste sont suffisamment connues. Ce qui s'est pas si facile à expliquer c'est la raison de sa si longue existence. Est-ce que la répression systématique, sélective ou massive et l'appui étranger permettent seuls d'expliquer la longévité de cette dictature ?

Quel est le rôle joué par les facteurs sociaux et/ou ethniques dans la nature du pouvoir duvalériste depuis 1957 ?

C'est un sujet préoccupant qui provoque des discussions et des réflexions intenses surtout au sein de la gauche haïtienne. Je voudrais répondre à cette question de manière strictement personnelle sans engager donc la position du Regroupement des Forces Démocratiques Haïtiennes.

Il me faut préciser que François Duvalier a pris le pouvoir avec l'appui du Département d'Etat américain. Duvalier est issu de la petite bourgeoisie noire réactionnaire et en était le digne représentant. En 1956-57, la bourgeoisie traditionnelle et les secteurs féodaux ont eu énormément de difficultés économiques et politiques. A ce moment-là, les contradictions au sein de la classe dirigeante traditionnelle s'aiguillant, il existait la possibilité pour la petite bourgeoisie réactionnaire de prendre le pouvoir. Je crois personnellement que c'est ce phénomène qui s'est produit à la suite des élections de 1957 qui ont porté François Duvalier au pouvoir. D'une part, nous ignorions jusque là les méthodes qu'allait utiliser cette petite bourgeoisie réactionnaire traditionnelle en prenant le pouvoir, d'autre part, nous ne savions pas quels seraient les alliés que cette petite bour-

geoisie réactionnaire trouverait tant au niveau international qu'au niveau national. Ce qui se passe est que Duvalier ce à créer un vide à droite lorsqu'après les élections il lance une violente répression contre ses anciens compétiteurs et leurs partisans, en les tuant, les mettant en prison ou les forçant à l'exil. En un rien de temps, le vide dont j'ai parlé plus haut est créé. Il utilisera les mêmes méthodes contre la gauche et le mouvement populaire dans son ensemble. Tout d'abord il s'était attaqué à l'Armée pour ensuite s'en prendre aux autres secteurs, il en arrive à remplacer une partie l'Armée par les tontons macoutes ; les méthodes employées par les Duvalier ont produit 36.000 morts. Cette répression contribue à expliquer aussi la longue existence de cette dictature. La petite bourgeoisie réactionnaire en même temps, représentait et défendait les intérêts des classes dirigeantes traditionnelles, c'est-à-dire la bourgeoisie traditionnelle et des secteurs féodaux. Ceci explique pourquoi une bonne partie de cette bourgeoisie traditionnelle a toujours soutenu le duvalérisme pour finalement se reconnaître en douceur dans le jeanclaudisme.

L'explication c'est qu'à travers l'appareil d'Etat cette petite bourgeoisie réactionnaire noire s'est transformée rapidement en bourgeoisie bureaucratique. Ainsi maintenant dans le jeanclaudisme nous retrouvons 200 millionnaires haïtiens, chiffre donné par les archives de l'UNESCO.

— Comment s'exprime en Haïti la présence impérialiste ?

— La présence impérialiste en Haïti s'exprime quasiment à tous les niveaux et ceci depuis l'occupation américaine de notre pays de 1915 à 1934, époque pendant laquelle l'impérialisme américain a occupé les pays d'Amérique Centrale. C'est le cas du Nicaragua, d'Haïti, de la République Dominicaine, de Porto Rico. C'est aussi l'époque au cours de laquelle l'expansionisme américain se convertissait en impérialisme. Donc les pays cités plus haut en ont fait les frais.

L'occupation aura des conséquences économiques, politiques, militaires et sociales. L'Armée haïtienne a été pensée, structurée et installée par l'impérialisme américain. Elle est équipée et assistée par lui jusqu'à présent. L'occupation a eu des effets dans tout le système administratif : les douanes, certains ministères, l'enseignement, particulièrement l'enseignement rural. S'agissant de l'enseignement, les Américains s'occupèrent à pénétrer tout ce qui était éducation, tout ce qui était préparation de cadres. Ceci pour bien préparer le terrain idéologique. Plus tard, donc quand ils seront partis (les Américains), nous nous trouverons en présence d'inconditionnels de l'ancien occupant, de gens qui voient tout à travers l'impérialisme nord-américain. Par ailleurs, les Américains s'efforcèrent d'obtenir de plus en plus de concessions dans d'autres terrains, ils parvinrent même à modifier la constitution en vue de déroger aux dispositions qui interdisaient la vente de propriétés agricoles à des étrangers. A partir de là, les occupants obtinrent les meilleures concessions dans le pays. Aujourd'hui encore grâce à l'appui et la complicité des plus

grands propriétaires fonciers et des bourgeois compradores, ils contrôlent l'achat et la production de canne, de sucre, de sisal, de caoutchouc (durant la seconde guerre mondiale), de café, de cacao, autant de produits fondamentaux pour l'économie haïtienne.

— Comment caractériseriez-vous grosso-modo les classes dominées, le prolétariat, la paysannerie par exemple ?

— En Haïti peut-être tout est plus clair puisqu'il s'agit du pays le plus sous-développé d'Amérique Centrale. La paysannerie représente 80 ou 85% de la population totale. Nous avons une classe ouvrière numériquement très faible quoique depuis 1972 elle ait commencé à grandir en nombre. Dès cette année-là, nous assistons à la prolifération en Haïti d'industries de sous-traitance. Il y a une moyenne de 60 ouvriers par unité de production, certaines entreprises ayant bien sûr un nombre plus important de salariés. Actuellement la majorité de la classe ouvrière travaille dans ces usines de sous-traitance. Depuis 1972 donc, la classe ouvrière a augmenté de quelques 15.000 travailleurs car, ces derniers temps, environ 200 nouvelles entreprises se sont créées en Haïti (estimations données de manière détaillée par Gérard Pierre Charles à l'occasion de l'entrevue qu'il a accordée à ALAI). Le degré de syndicalisation de la classe ouvrière haïtienne est très bas. Ici, il faut penser

à ce que je signalais au début, à l'objectif que s'est définie la classe ouvrière : l'élection libre de ses dirigeants pour éliminer dans ce domaine l'ingérence et la coercition de la part du gouvernement des Duvalier. Comme preuve que la classe ouvrière est en train de s'organiser sur de nouvelles bases nous pouvons prendre les déclarations d'hommes d'affaires et du gouvernement lui-même qui se sont plaints de la prolifération des grèves. C'est une situation tout à fait nouvelle au point que ces patrons nationaux et étrangers se sont adressés par écrit au gouvernement pour se plaindre de ces grèves. Voilà une situation jusqu'à présent inédite en Haïti. Les patrons ont du faire quelques concessions, par exemple, lorsque les travailleurs du ciment obtinrent une augmentation de salaires de 16% à laquelle les industriels s'étaient opposés.

Avec ces conflits, les Duvalier ne savent où donner la tête. C'est ainsi que récemment, le gouvernement haïtien a reconnu dans son organe officiel l'existence de l'opposition, fait qu'il contestait depuis plus de vingt ans. Pour la première fois, les autorités duvaliéristes ont été obligées de reconnaître l'existence de l'opposition, aveu qui montre comment la lutte politique des masses (paysans et ouvriers) s'est développée ces derniers temps.

(1) Voir ALAI, 2ème année, No. 44-45, 9 décembre 1978, p. 347, «Interview de Gérard Pierre-Charles».



EQUATEUR:

ILS DENONCENT LE FAUX CONGRES PAYSAN ET ILS PREVIENNENT DE LA CREATION D'UNE QUATRIEME CENTRALE SYNDICALE

Le Front Unique de Lutte Paysanne (FULC) intégré par la Fédération National des Organisation Paysannes, FENOC, filiale de la CEDOC, la Fédération Equatorienne des Indiens (FEI), et ECUARUNARI, a dénoncé le «pseudo congrès paysan» organisé par «un groupe de traîtres du mouvement syndical équatorien, expulsés pour leurs évidentes relations avec notre ennemi de classe» (1). Dans un communiqué publié peu de jours avant dans *Espresso* (2), le Comité Exécutif National de la FENOC, avait dénoncé «aux travailleurs de la campagne et de la ville et à tout le peuple équatorien, que ces agents de la dictature et de l'impérialisme, manœuvrent de nouveau pour diviser le mouvement paysan, convoquant un faux congrès de la FENOC, pour les 15,16 et 17 février dans la ville de Quito, ayant l'appui officiel. Cuisana, Barragan, la Robalino, sont des ennemis des travailleurs et nous savons qu'ils ont de profondes relations avec la Démocratie Chrétienne Internationale. De cette façon ils prétendent créer les conditions néces-

saires dans cette dictature, pour constituer dans le prochain gouvernement un syndicalisme officiel, et dès maintenant nous affirmons que nous le combattons avec toutes nos forces et avec une mobilisation permanente jusqu'à sa destruction».

Dans un autre communiqué publié dans *El Comercio*, la FENOC, après avoir réitéré son rejet aux projets de constitution d'une quatrième centrale syndicale affirme: «Ni l'action répressive, ni les activités divisionnistes n'arriveront à briser notre lutte. Dans l'empressement de reprendre le contrôle sur les travailleurs qui leur échappe, les classes dominantes ont organisé ce qu'elles appellent le «retour à la démocratie» qui pour les paysans et les travailleurs n'a signifié autre chose que l'augmentation du coût de la vie, l'accroissement des décrets et des lois répressives, violant nos droits acquis ; la paralysie de la Réforme Agraire, etc. . . Néanmoins, nous avons appuyé aux élections les seuls représentants des travailleurs, les candidats du Front Elargi de Gauche et nous continuerons à le faire dans le futur, en maintenant notre indépendance de classe face à nos ennemis».

(1) Communiqué du FULC, Quito, 14 février 1979

(2) *Espresso*, Guayaquil, 2 février 1979

(3) *El Comercio*, Quito, 17 février 1979

Projet du Programme du Parti Communiste Dominicain (extraits)

Le Parti communiste dominicain (PCD) préparait, pour le mois de mars de cette année, son deuxième congrès. Une commission désignée par le Comité central a travaillé à la rédaction d'un «Projet de Programme» qui devait être au centre des débats au Congrès. En raison de l'intérêt qu'ils revêtent, nous reproduisons ici des extraits de ce document. A cause de la longueur du texte, nous avons choisi seulement les parties où l'on caractérise la société dominicaine et sa structure de classes.

A - Le système économique de République dominicaine

1 - La République dominicaine est un pays caractérisé par une économie capitaliste dépendante, arriérée et déformée par la domination de l'impérialisme ; elle conserve encore des restes des vieilles structures pré-capitalistes, particulièrement dans le secteur agricole.

38 - Au cours des dernières années, surtout la période 1969-74, on observe une augmentation des rapports capitalistes de production, et parallèlement, un renforcement de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

41 - Les Effets les plus importants du développement capitaliste durant cette période sont :

42 - L'approfondissement de la dépendance (économique, technologique et politique).

43 - Une diminution de l'importance relative et absolue de l'intervention de l'Etat dans l'économie.

44 - La création de nouveaux groupes bourgeois et l'élargissement des couches moyennes.

45 - Le renforcement de la bourgeoisie financière.

47 - Maintenant, ce qui est déterminant dans le système économique c'est l'hégémonie de l'impérialisme américain. La majeure partie de la structure capitaliste de notre pays en est dépendante. La domination se manifeste dans les investissements directs, dans le commerce, dans les impositions du marché capitaliste mondial et dans le contrôle financier.

51 - La présence du capital impérialiste, qui a réussi à freiner notre développement économique indépendant, n'a pas pu empêcher le développement du capitalisme ni celui de la classe ouvrière dominicaine, laquelle a cru en nombre, en même temps dans les secteurs agricole qu'industriel.

C - Structure de classe

Bloc social de domination

1 - Le développement capitaliste dépendant de notre pays et les caractéristiques du secteur agricole ont donné naissance à un bloc social dominant, qui regroupe les entreprises étrangères établies au pays, (capitalistes étrangers), la grande bourgeoisie locale (industrielle, commerciale, financière et agricole) et les «latifundistes» et propriétaires terriens (capitalistes arriérés). Ce bloc agit sous l'hégé-

monie du capital impérialiste, étant subordonné à travers des mécanismes économiques directs et indirects, aux intérêts de l'oligarchie financière mondiale, et particulièrement à ceux des grandes corporations.

2 - Le capitalisme d'Etat, créé par suite des confiscations après la période de Trujillo, de même qu'une grande partie des ressources de l'Etat, ont été utilisés pour favoriser le secteur capitaliste privé, local et étranger. Par conséquent, sa propre importance s'est vue relativement diminuer, tandis que les corporations et entreprises américaines et étrangères se sont considérablement étendues. Ceci s'est accompagné d'un élargissement de la bourgeoisie industrielle dépendante, de la naissance d'une bourgeoisie financière, de la pénétration d'entreprises capitalistes modernes dans certains secteurs de l'agriculture, d'une hypertrophie du grand commerce d'importation et d'une croissance significative des couches moyennes urbaines.

Classes et secteurs exploités

La classe ouvrière industrielle :

22 - L'augmentation des rapports capitalistes de production s'est accompagnée de l'apparition d'une classe ouvrière, et particulièrement de la classe ouvrière, ou prolétariat, industrielle, dont la formation date de quelques décennies.

23 - En 1975, 78.895 ouvriers travaillaient dans 1.178 entreprises ou établissements industriels.

24 - Ses récentes origines paysannes déterminent un bas niveau culturel, peu de qualification, et la facilité de remplacer les travailleurs.

Le prolétariat et semi-prolétariat agricole :

33 - Le milieu des travailleurs agricoles salariés se caractérise par un développement lent et inégal du capitalisme, et parallèlement, par la persistance d'un secteur d'agriculture du subsistance ou d'autres formes pré-capitalistes (ou de transition) comme le métayage. Par ailleurs, dans les secteurs comme la canne à sucre ou, à un moindre degré, le café, on exploie une main-d'œuvre importée.

34 - Ces facteurs structureaux de la prolétarianisation des paysans, sont différents d'autres pays, qui démontrent souvent un processus plus rapide et plus net.

35 - On pourrait dire que ce processus se trouve à une étape de transition où le «semi-prolétariat» est numériquement supérieur au «prolétariat».

36 - La majorité des travailleurs salariés est liée à la petite propriété, dans la mesure où elle maintient les deux sources de revenu en même temps, qu'elle retourne à ses terres dans les périodes mortes (ou les mauvaises saisons).

37 - Les ouvriers agricoles «purs», qui n'ont aucun lien de propriété avec la terre, et qui se reproduisent uniquement dans le domaine capitaliste, sont relativement peu nombreux.

38 - En 1970, il y avait au pays cent mille prolétaires agricoles et 363.000 semi-prolétaires, selon des informations publiées par l'Organisation internationale du Travail (OIT).

40 - L'ouvrier agricole, conjointement avec l'ouvrier industriel, constituent la classe sociale qui est le mieux en mesure, malgré les difficultés auxquelles elle se confronte, de diriger la lutte pour l'émancipation de tous les exploités, lutte qui ne sera réussie qu'avec le triomphe du socialisme en République dominicaine.

Les chômeurs ou la population dite «marginale» :

55 - Ce secteur est le produit de l'incapacité de l'industrie à absorber la masse expulsée de ses terres par les «latifundi». Dans notre pays, il constitue une partie importante de la population urbaine, surtout lorsqu'on considère que seulement entre 1969 et 1970, plus de 300.000 personnes ont émigré des campagnes vers les villes.

58 - Malgré les conditions des «marginiaux», il faut souligner que dans l'histoire politique récente de notre pays, ils se sont intégrés en général aux mouvements d'avant-garde. C'est pourquoi nous ne devons pas sous-estimer leur participation à la lutte révolutionnaire.

59 - Leur faiblesse du point de vue de la lutte politique réside dans les difficultés que comporte leur organisation pour participer à la lutte, puisque les composantes de ce secteur n'occupent pas une position définie dans le système de production.

Les paysans :

61 - En 1970, selon l'OIT, il y avait 132.000 cultivateurs de petits lopins de terres au pays.

62 - Ce secteur social, qui ne vend jamais sa force de travail, est lui aussi, très hétérogène.

63 - Il y a les propriétaires de la terre comme tels, et il y a ceux qui n'en cultivent qu'à travers le métayage, la location ou d'autres formes de subsistance précaire.

Secteurs intermédiaires

La petite bourgeoisie et les couches moyennes urbaines :

74 - Etant donné que notre pays n'a pas pu atteindre un important niveau de développement industriel, l'expansion relative de l'économie est allée de pair avec l'élargissement des couches moyennes, du point de vue numérique, et avec l'amélioration de leurs revenus, permettant ainsi à quelques secteurs d'accéder à la bourgeoisie.

77 - On doit signaler, cependant, que cette appréciation n'inclut pas toutes les couches moyennes, puisqu'à part certains intellectuels, étudiants et techniciens, qui indépendamment de leur niveau social, assument, ou pourraient par une prise de conscience assumer, un rôle révolutionnaire : il existe des secteurs moyens, surtout ceux ayant un bas revenu, qui, frappés par la crise générale du pays se montrent prêts à se joindre à la lutte pour un changement social . . .

Les intellectuels révolutionnaires :

78 - Il serait intéressant de faire ressortir l'importance des intellectuels révolutionnaires, des professionnels et techniciens qui font leur la cause de la révolution et du socialisme, qui décident de militer, de se convertir en intellectuels organiques de mouvement ouvrier et des classes exploitées.

79 - Par leur niveau culturel, par leur capacité créative, par leur contribution scientifique, ils sont d'une grande valeur pour la formation de l'avant-garde politique du prolétariat et pour l'élaboration des lignes théoriques, des programmes et des politiques, indispensables à l'action pratique correcte et à la création d'un mouvement ayant le potentiel d'aboutir à une transformation.

En conclusion :

81 - Le processus de différenciation sociale à l'intérieur du capitalisme dépendant, a créé entre autres résultats, une large masse de travailleurs et d'employés salariés (dans l'industrie, le commerce, la construction, le transport, les services, et à la campagne), qui, en 1970, atteignent

Suite dans le prochain numéro



COMMUNIQUE

Le Latin American Information Group de Halifax (Canada), a créé un service de traductions mensuelles en anglais de notre Bulletin d'information hebdomadaire.

Ce service de traductions s'adresse de préférence aux groupes de coopération et de solidarité avec les peuples latino-américains du Canada et des Etats Unis afin de faciliter la reproduction de nos articles dans leur publication respective.

Pour plus d'information s'adresser à :

Latin America Information Group, P.O.Box 3460,
Halifax, NS, CANADA, B3J3J1

Le C.I.A.L. est un Centre d'Information et d'études dont le but est de contribuer à la connaissance en France et en Europe de la réalité latino-américaine. Il fait partie depuis 1975 du Centre de Recherches de l'Université de Paris VIII - Vincennes. Il s'est constitué en Association sans but lucratif en vertu de la Loi française de 1901. L'Agence Latino-américaine d'Information (ALAI) est une corporation sans but lucratif fondée en 1976. Elle a son siège à Montréal et une équipe de correspondants dans plusieurs pays de l'Amérique Latine et des Caraïbes. Le Bulletin CIAL-ALAI est une co-production publiée en français tous les quinze jours sur la base du travail d'information d'ALAI et l'apport du Collectif de Syndicalistes Latino-américains (CIAL) pour le Supplément BIOSAL. Le prix de l'abonnement annuel est, en France: Institutions 165 FF., Individus 105 FF., Prix Spécial Etudiants 65 FF. A l'étranger: Institutions 40 US. Dlls., Individus 25 US Dlls. et Etudiants 15 US Dlls. Les chèques doivent être faits au nom de CIAL N° de Compte 221-49-0407 Banque Régionale d'Escompte et de Dépôts. Agence Vincennes - Defrance. 94300 Vincennes. FRANCE. Toute correspondance concernant les abonnements sera adressée à CIAL 1 rue de Panama. 75018 Paris. FRANCE. La correspondance et les abonnements concernant les publications ALAI en espagnol doivent toujours être adressées au siège d'ALLAI à Montréal.

Directeur de publication : Michel Beaud. CIAL 1, rue de Panama, 75018 Paris. Imprimé à la reprographie du Centre de Recherche de l'Université de Paris VIII. Dépôt légal 1er trimestre 1979. N° Editeur : 001. N° Imprimeur : A001.